

DEPARTEMENT DU TARN – ARRONDISSEMENT DE CASTRES

ARRETE N° AR-220926-0553 Libertés Publiques et Pouvoirs de Police AUTORISATION DE TRAVAUX

Monsieur le Maire de Saint-Sulpice-la-Pointe (Tarn),

- Vu le Code général des collectivités territoriales :
- Vu le Code de la voirie routière ;
- Vu la convention avec la fourrière automobile intercommunale du 20 Juillet 2017 ;
- Vu la demande de l'entreprise MARIN TP lieu-dit Puech de Norte 81 370 Saint-Sulpice-la-Pointe en date du 24 Août 2022 relative à des travaux de création d'un pont d'accès sur fossé comprenant deux têtes de pont et un busage fossé chemin de Bordes 81 370 Saint-Sulpice-la-Pointe;
- Considérant que la demande sollicitée peut être accordée ;

ARRETE

- **Article 1.** Le 10 Octobre 2022 de 7h à 18h, l'entreprise MARIN TP est autorisée à effectuer les travaux susvisés.
- Article 2. L'entreprise assurera l'affichage du présent arrêté. Cet affichage est obligatoire pour le rendre exécutoire sur tout chantier ou occupation du domaine public.
- Article 3. Toute infraction aux dispositions du présent arrêté est passible de peines prévues à l'article R.610-5 du Code Pénal pour violation ou manquement aux obligations édictées par arrêté de police. Il pourra être procédé à la mise en fourrière du véhicule.
- Article 4. Remise en état des lieux : toutes ouvertures de chaussées ou trottoirs se feront par un sciage propre. Les réseaux secs ou humides seront remblayés par des matériaux incompressibles ; type grain de riz, sable, roulé de rivière, etc... Les parties supérieures seront recouvertes de grave béton compacté. La partie définitive se fera en enrobé sur 10 cm où béton selon l'existant.
- Article 5. Ampliation du présent arrêté sera publiée et transmise, à M. le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Saint-Sulpice- la- Pointe, à M. le Chef de corps du Centre de Secours de Saint-Sulpice la Pointe, à M. le Chef de la Police Municipale qui sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de son exécution et notifiée à l'entreprise MARIN TP.

Article 6. Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Saint-Sulpice- la- Pointe, le 26 Septembre 2022

Pour le Maire, Raphaël BERNARDIN Par délégation, l'adjointe au Maire

Maxime COUPEY

STINION STATE OF THE SAME OF T